

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

Les législatives à l'étranger seront politiques.

Les députés des Français de l'étranger furent souvent dans les programmes des campagnes présidentielles. C'est toutefois sous le mandat de Nicolas SARKOZY qu'eut lieu la modification de l'article 24 de la constitution qui dispose désormais que « *les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat* ».

Leur existence est donc inscrite dans la norme suprême. Mais la même constitution devait limiter le nombre de députés à 577. Il a donc fallu faire de la place aux 11 circonscriptions fixées mathématiquement en fonction du nombre de Français habitant l'étranger. Pas du goût de tous les députés.

L'arrivée des candidats aux législatives ouvre une course politique. L'action et l'activité des partis auprès de nos compatriotes expatriés - réduites jusqu'à présent - vont s'amplifier. Leurs candidats investis ont un rôle politique à jouer. Celui de conquérir des sièges dans une Assemblée nationale où chaque voix va compter dans la constitution d'une majorité. Les candidats indépendants vont tenter leur chance. Dans un premier temps, tenter d'arriver au second tour. Leur ligne politique sera de se justifier de leur action de terrain et du rôle qu'ils pourraient donc jouer à l'Assemblée.

Qui disait que les législatives à l'étranger n'intéresseraient personne ? Le nombre record de 178 candidats pour les 11 circonscriptions va peut être permettre de mobiliser nos compatriotes à l'étranger. Le taux de participation à la présidentielle n'était pas suffisant. Il faut que chacun ait conscience cette fois de la d'un taux de participation important, pour justifier l'existence de ces députés. En votant en personne, par procuration, par correspondance ou par Internet.

Robert del Picchia

MONDE

Iran – AIEA : la rencontre. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de l'arme nucléaire, ont décidé de se retrouver le 21 mai à Vienne, après 2 jours de discussions jugées positives, entretenant l'espoir d'une avancée avant une réunion importante à Bagdad avec le Groupe 5 +1 (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne) le 23 mai.

Afghanistan. Le ministre britannique de la Défense, Philip HAMMOND, a regretté que les forces de l'OTAN ne quittent pas « *ensemble* » l'Afghanistan, tout en estimant que « *la zone où les Français apportent leur soutien aux Afghans est une zone relativement calme, ce qui rend probablement possible un retrait français sur une période raisonnable, sans porter atteinte gravement aux troupes de la coalition* ».

Serbie : présidentielle. Le candidat à la présidentielle de l'opposition nationaliste populiste, Tomislav NIKOLIC, qui dénonce des « *fraudes* » lors des élections générales du 6 mai, a annoncé qu'il participerait au 2nd tour du 20 mai, « *pour ne pas déstabiliser le pays* ».

Union des monarchies dans le Golfe ? Un projet voulu par l'Arabie saoudite et soutenue par Bahreïn, figure au menu du sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette union pourrait « *commencer par 2 ou 3* » des 6 membres du CCG. Le projet « *pourrait s'inspirer du modèle de l'Union européenne, tout en prenant en considération les difficultés que connaît ce groupe* ».

Les divisions persistent en Palestine. Le président palestinien Mahmoud ABBAS a annoncé la composition d'un nouveau gouvernement palestinien, dirigé par le Premier ministre Salam FAYYAD. Cette annonce entérine le report *sine die* de l'application de l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, qui gouvernent respectivement les zones autonomes de Cisjordanie et la bande de Gaza, prévoyant la constitution d'un gouvernement transitoire de personnalités indépendantes.

Et il n'en resta qu'un. L'unique challenger restant de Mitt ROMNEY à l'investiture républicaine, Ron Paul, a annoncé qu'il arrêterait de faire campagne dans la dizaine d'États américains qui devaient encore organiser des primaires. Il souhaite cependant continuer de faire entendre sa voix, pour « *faire évoluer le parti républicain* ». Il ne devrait pas rallier Mitt ROMNEY.

La campagne OBAMA récolte moins. Le président sortant a levé 43 millions de dollars en avril pour financer sa campagne de réélection en novembre, soit 10 millions de moins qu'en mars, malgré des événements marquants, comme le dîner organisé par George CLOONEY qui a rapporté à lui seul 15 millions de dollars.

EUROPE

Première visite officielle du nouveau Chef de l'Etat en Allemagne. Les dirigeants français et allemand ont tenu une conférence de presse commune, au cours de laquelle ils ont précisé que les mesures à venir sur la croissance devraient notamment concerner les Grecs, dont ils souhaitent le maintien dans la zone euro. S'agissant du pacte budgétaire européen, François HOLLANDE a rappelé qu'il avait demandé sa renégociation pendant la campagne électorale, tout en laissant entendre qu'il était prêt à envisager un texte séparé sur la croissance. « *Tout doit être mis sur la table par les uns comme par les autres, tout ce qui peut contribuer à la croissance* » lors du sommet informel du 23 mai, a-t-il dit en évoquant les euro-obligations ou l'utilisation des fonds structurels européens.

Angela MERKEL qui est restée ferme sur ses positions (pas de renégociation du Traité et pas d'Eurobonds) s'est toutefois dite persuadée que Paris et Berlin sauraient « *trouver une solution aux différents problèmes* ». Au conseil informel, « *les discussions porteront essentiellement sur la croissance. Il sera très important que la France et l'Allemagne présentent ensemble leurs idées en juin au Conseil* », a-t-elle déclaré.

Un ministre en moins. La chancelière Angela MERKEL a limogé son ministre de l'Environnement, Norbert RÖTTGEN, après la défaite de son parti conservateur dans une élection régionale majeure dont il était tête de liste. La Chancelière a précisé qu'il serait remplacé par un des ses proches, Peter ALTMAIER, actuel chef du groupe parlementaire conservateur au Bundestag.

L'inquiétude des Grecs. 700 millions d'euros au moins ont été retirés aux guichets pour la seule journée de lundi. Devant l'incertitude politique et économique, les Grecs ont procédé à des retraits massifs sur leurs comptes en banque et si les autorités n'évoquent pas de « *panique bancaire* » à ce stade, elles reconnaissent un sentiment de « *peur qui pourrait évoluer en panique* ».

Grèce : de nouvelles élections, faute de consensus. Les législatives du 6 mai n'ont pas permis de faire émerger une majorité stable. Karolos PAPOULIAS n'a pu convaincre les partis de former un gouvernement de coalition, a été contraint d'en appeler à de nouvelles élections législatives qui devraient avoir lieu dans le courant du mois de juin.

Budget 2013 : ceux en faveur de la hausse. 11 pays, parmi les plus pauvres de l'Union, ont défendu le projet d'augmentation proposée par la Commission européenne. Leur initiative a été soutenue par l'Italie, la Grèce, la Belgique, la République Tchèque, la Slovénie et l'Irlande. Ces 17 pays se sont ainsi opposés frontalement au bloc des contributeurs nets mené par le Royaume-Uni avec l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Finlande et l'Autriche, hostiles à toute hausse du budget communautaire en période de crise.

Pas de baisse d'impôt au Bundesrat. La chambre haute du parlement allemand a bloqué un programme de baisses d'impôt qui était l'une des rares entorses consenties par la chancelière MERKEL à sa politique de rigueur. Les Etats régionaux, contrôlés par l'opposition, qui détiennent assez de sièges pour faire barrage, ont refusé ces allègements d'environ 6 milliards d'euros par an. L'objectif principal du gouvernement, était de protéger les salaires face à l'inflation.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER & AFFAIRES ETRANGERES

11 circonscriptions, 178 candidats... Si la question de la mobilisation de l'électorat français de l'étranger se pose toujours à l'approche de ces premières élections législatives, celle de la mobilisation des candidats a trouvé une réponse... 178 candidats répartis entre 11 circonscriptions.

Celle qui aura attiré le plus de postulants est la 6^e, qui recouvre la Suisse et le Liechtenstein : 21 candidats se sont déclarés. En seconds ex-æquo, la 3^e (Royaume-Uni, Irlande et Europe du Nord) et la 11^e (Russie, Asie et Océanie, soit pas moins de 49 pays), avec 20 candidats dans chacune d'elles. La circonscription la moins populaire ? La 8^e, qui s'étend de la Tunisie, en passant par l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, jusqu'à la Côte d'Ivoire. « *Seulement* » 10 candidats se présentent.

Ces 178 personnes se présentent aux suffrages des Français à l'étranger dans... quelques jours.

En effet, le **vote par Internet sera ouvert le 23 mai**, soit 2 jours après le début de la campagne électorale officielle.

Les quelque 75.000 électeurs qui se sont réinscrits pour **voter par correspondance** sous pli fermé pourront commencer à renvoyer leur bulletin de vote... dès qu'ils l'auront reçu. La Commission électorale, à Paris, a jusqu'au 22 mai pour envoyer le matériel de vote.

POLITIQUE INTERIEURE

François HOLLANDE est devenu officiellement le 7e président de la Ve République. Comme cela était attendu, il a nommé Jean-Marc AYRAULT, maire de Nantes, député de la Loire-Atlantique et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, au poste de Premier ministre.

Premier discours à l'Élysée. François HOLLANDE a promis un « *Etat impartial* » et un pouvoir exercé « *avec dignité et simplicité* », affirmant que la France avait « *besoin d'apaisement, de réconciliation, de rassemblement* ». « *La première condition de la confiance retrouvée, c'est l'unité de la Nation* », a déclaré le Président de la République.

Les contraintes. Il a poursuivi « *Je mesure aujourd'hui même le poids des contraintes auxquelles notre pays fait face : une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé, une compétitivité dégradée, une Europe qui peine à sortir de la crise* ».

L'exemplarité. « *La confiance, c'est aussi l'exemplarité* » a souligné François HOLLANDE. « *Président de la République, j'assumerai pleinement les responsabilités exceptionnelles de cette haute mission. Je fixerai les priorités mais je ne déciderai pas de tout ni à la place de tous* », a-t-il lancé, sans une autre pique en direction de son prédécesseur.

« La production avant la spéculation ». Le Chef de l'Etat a longuement développé les priorités économiques qu'il compte suivre, en prolongement de ses thèmes de campagne.

Les hommages. François HOLLANDE a rendu hommage à ses prédécesseurs à la tête de l'Etat, citant le général de GAULLE, « *qui mit son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France* », Georges POMPIDOU qui fit de l'impératif industriel un enjeu national », Valéry GISCARD d'ESTAING, « *qui relança la modernisation de la société* », François MITTERAND, « *qui fit tant avancer les libertés et le progrès social* », Jacques CHIRAC, « *qui marqua son attachement aux valeurs de la République* ». S'agissant de Nicolas SARKOZY, il a simplement adressé ses « *vœux pour la nouvelle vie qui s'ouvre devant lui* ».

Les critiques. « *Le reniement commence dès le premier jour* » a déclaré Nadine MORANO contestant la nomination du premier ministre, Jean-Marc AYRAULT. L'ancienne ministre chargée de l'Apprentissage et de la Formation professionnelle a mis en avant la condamnation du nouveau premier ministre en 1997 qui s'oppose nettement à la politique « *irréprochable* » souhaitée par François HOLLANDE. « *Sa condamnation est une constatation, c'est juste factuel. Jean-Marc AYRAULT lui même, l'a annoncé dans la presse* » déclare Nadine MORANO.

L'ancienne ministre, proche de Nicolas SARKOZY, poursuit : « *François HOLLANDE n'a pas eu d'expérience gouvernementale, tout comme son premier ministre alors que celle-ci est complexe. Choisir un premier ministre qui a déjà une expérience au sein du gouvernement aurait été plus judicieux* ». Celle-ci regrette aussi le fait que François HOLLANDE n'ait « *pas rendu hommage à Nicolas SARKOZY* ». « *J'aurai aimé qu'il rende hommage à son énergie* » ajoute-elle. Xavier BERTRAND regrette quant à lui que le Président n'ait pas rendu hommage à l'action internationale de Nicolas SARKOZY.

Législatives à Paris : Rachida DATI jette l'éponge. « *En responsabilité, je ne souhaite pas ajouter de la division à l'échec en me présentant dans la circonscription où je suis pourtant légitime*. » La Maire du VIIe arrondissement de Paris a annoncé qu'elle se retirait de la compétition face à François FILLON, même si « *Dans cette circonscription, j'ai une légitimité incontestable. J'aurais pu me présenter et faire battre François FILLON* ».

FN vs FG. Le président du Parti de gauche, Jean-Luc MELANCHON, confirme sa candidature aux législatives dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais, dans laquelle se présente notamment Marine LE PEN. Expliquant que « *chaque Français est partout chez lui sur tout le territoire de la République* », il justifie son choix parce que « *une bataille qui a une signification nationale et internationale* » a lieu dans cette circonscription. Marine LE PEN a qualifié cette candidature « *d'épiphénomène* ».

Henri GUAINO, ancien conseiller spécial de Nicolas SARKOZY, investi par l'UMP dans les Yvelines.

NKM vise-t-elle 2017. L'ancienne porte-parole de Nicolas SARKOZY pendant la campagne, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, aurait appelé le patron de l'UMP, Jean-François COPE, pour le prévenir « *Ecoute, Jean-François, pour la direction du parti, je ne sais pas si je me présenterai. Mais quoi qu'il en soit, sache-le : je serai candidate à la présidence de la République en 2017* ».

Les questions sur l'organisation de la droite perdurent... Le Premier ministre sortant, François FILLON, et le secrétaire général de l'UMP, Jean-François COPE, sont au centre des attentions. Certains insistent sur le rôle naturel du chef de l'UMP pour mener la bataille des législatives, d'autres sur la légitimité de l'ancien chef de la majorité parlementaire. Un sondage IFOP place François FILLON largement en tête parmi les personnalités que les Français souhaiteraient voir à la tête de l'UMP dans les prochaines années (27%), devant Alain JUPPÉ (20%) et Jean-François COPE (13%). Parmi les sympathisants du parti, sont 42% à souhaiter voir François FILLON à la tête de l'UMP, contre 29% l'actuel secrétaire général de l'UMP, et 24% pour le maire de Bordeaux.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

De la boue dans le gaz. Total a réussi à arrêter la fuite de gaz qui l'avait obligé fin mars à évacuer une plateforme en mer du Nord et fait dégringoler son cours de Bourse. Une intervention, baptisée « *top kill* » dans le jargon des ingénieurs pétrolier, consistait à injecter de la boue lourde (ou boue de forage, un mélange d'eau et d'argile présentant une forte densité) dans le puits d'où s'échappait du gaz naturel. La fuite a relâché jusqu'à 200.000 m³ de gaz naturel (ou méthane) par jour initialement, un débit qui s'est progressivement réduit jusqu'à un quart de ce niveau. Cette fuite devrait coûter globalement entre 300 et 400 millions de dollars (entre 230 et 310 millions d'euros environ) au groupe.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

L'addition salée de JP Morgan Chase. La 1^{ère} banque américaine a perdu au moins 2 milliards de dollars. Son patron, Jamie DIMON, doit faire face à la plus grosse perte encaissée par une banque sur les marchés depuis la crise financière de 2008.

Poursuite de la baisse des prix de l'essence. Le litre de gazole est descendu à 1,4023 euros, contre un record historique de 1,4584 euros à la mi-mars. L'engagement du candidat de bloquer les prix n'a pas de raison d'être appliquée pour l'instant.

La chute de la monnaie commune. L'euro a chuté sous 1,27 dollar, s'affichant à son plus bas niveau depuis quatre mois, au lendemain de l'échec de la formation d'un gouvernement de coalition en Grèce qui inquiète les marchés.

CULTURE & NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORT

JO 2012. Pour ses cinquièmes Jeux, Laura FLESSEL sera le porte-drapeau de la délégation française aux Jeux olympiques de Londres. Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF), longtemps indécis, a finalement préféré la double-championne olympique d'épée au joueur de basket Tony Parker. C'est la 3^e fois de l'histoire des Jeux qu'une femme entrera en 1^{er} dans le stade pour représenter la délégation française.

Décès. L'écrivain mexicain Carlos Fuentes est mort à 83 ans. Il était l'un des plus célèbres écrivains latino-américains. Sa carrière littéraire s'est étendue sur plus de cinquante ans. Son roman "Terra Nostra" a obtenu en 1977 le prix Romulo Gallegos, la plus haute distinction littéraire d'Amérique latine.

Le lanceur européen Ariane 5 a réussi sa 2^e mission de l'année avec la mise sur orbite de deux satellites de télécommunications pour le compte du Japon et du Vietnam. La fusée a décollé à 19h13, heure locale (22h13 GMT), du centre spatial de Kourou en Guyane française pour sa 206^e mission depuis le vol inaugural d'Ariane, la 62^e d'une Ariane 5.

CARNET – NOMINATIONS

Pierre-René LEMAS, jusqu'alors directeur du cabinet du président du Sénat, secrétaire général de l'Élysée.

Sylvie HUBAC, conseiller d'État, deviendrait directrice du cabinet du Président de la République.

Pierre BESNARD, jusqu'alors chef du cabinet du Président du Sénat, occuperait les mêmes fonctions à l'Élysée.

Philippe LEGLISE-COSTA, représentant permanent adjoint de la France auprès de l'UE à Bruxelles, devrait suivre les questions européennes à l'Élysée.

Christophe CHANTEPY, ancien collaborateur d'Edith CRESSON et de Pierre BEREGOVY à Matignon, dirigera le cabinet du nouveau Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT.

Gérard LONGUET, **Michel MERCIER** et **Henri de RAINCOURT**, devraient siéger de nouveau au Sénat.

Philippe RICHERT, ministre chargé des collectivités territoriales, ne retournera pas au Palais de Luxembourg et se consacrera à la présidence du Conseil régional d'Alsace.

Jean-Daniel LEVITTE, sherpa de Nicolas SARKOZY, prend sa retraite des affaires étrangères.

Olivier BIANCARELLI devrait occuper de nouvelles fonctions chez GDF-Suez.

Nicolas KASSIANIDES, jusqu'alors conseiller au cabinet d'Alain JUPPÉ, devrait être nommé premier conseiller au Caire.

Arnaud MENTRE, jusqu'alors conseiller au cabinet d'Alain JUPPÉ, pourrait être nommé conseiller politique, conseiller de presse à New Delhi.

Christian THIMONIER, nommé consul général à Naples.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr